



Analyse de la situation en matière de communication dans les domaines de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits en Suisse

Élaboré par l'Office fédéral de la culture
en collaboration avec le groupe de travail
advocacy AG, Bâle
Juri Steiner & Partenaires, Lausanne
commsLAB AG, Bâle

Berne/Bâle/Lausanne, novembre 2017

1. Contexte

Dans son Message culture 2016–2020, le Conseil fédéral constate l'existence d'une crise de la transmission dans le domaine de la conservation des monuments historiques – phénomène qui s'observe aussi, de façon analogue, dans d'autres domaines du patrimoine bâti :

On considère souvent, à tort, que la conservation des monuments historiques va à l'encontre d'une modernité pleinement assumée et empêche la réalisation de grands projets ambitieux. Mais nous sommes en réalité confrontés à une véritable « crise de la transmission », probablement liée à la progression de la mondialisation : alors que la richesse des paysages culturels de la Suisse, ses villages intacts, ses vieilles villes restaurées dans les règles de l'art et ses infrastructures de qualité représentent des facteurs essentiels du bien-être général et de l'identification au pays – et sont généralement très appréciés par la population et les visiteurs étrangers –, les efforts déployés pour protéger, conserver et entretenir ces monuments et paysages sont souvent critiqués et jugés disproportionnés. Il importe donc de faire mieux connaître la raison d'être, les objectifs et les règles de la conservation des monuments historiques, dans un contexte de développement rapide de l'économie et du milieu bâti.¹

¹ Message culture 2016–2020, FF 2015 p. 532

Dans ce contexte, l'Office fédéral de la culture est chargé d'élaborer en coordination avec les cantons, jusqu'en 2020, une stratégie de communication dans le domaine du patrimoine bâti et archéologique. L'objectif est de mieux mettre en lumière l'importance de ce patrimoine pour la société et, ainsi, d'obtenir une meilleure adhésion aux mesures nécessaires à sa conservation et à sa protection. Le présent état des lieux est destiné à servir de base à l'élaboration de la stratégie susmentionnée, ainsi qu'à fournir un aperçu de la situation actuelle à toutes les personnes intéressées.

2. Méthode et objet de l'étude

La présente étude se base sur une série d'entretiens personnels et téléphoniques réalisés entre octobre 2016 et janvier 2017 avec 35 acteurs répartis dans tout le pays². Ont été interrogés des représentants des services fédéraux et cantonaux, des institutions de formation et de recherche, des institutions de médiation culturelle, des groupes d'intérêts actifs dans les domaines de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie, de l'aménagement du territoire, de la construction et de l'immobilier, des organisations actives dans les domaines des transports et du tourisme, ainsi que des commissions extraparlimentaires.

Ont en outre été analysés les articles et reportages publiés et diffusés entre 2010 et 2015 dans divers médias de référence, ainsi que les résultats des enquêtes existantes.

Un patrimoine, différentes traditions administratives

La présente étude a pour objet la communication en matière de patrimoine bâti et archéologique en Suisse. Elle ne porte en revanche pas sur le patrimoine culturel immatériel, même s'il n'est guère possible de dissocier les deux choses. Il ressort clairement des entretiens réalisés que la limite entre patrimoine matériel et immatériel reste souvent floue et qu'une séparation administrative des deux domaines est perçue comme artificielle ou arbitraire.

Cela s'applique aussi aux trois domaines – étudiés ici – de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits, qui sont pour l'essentiel traités, dans le présent rapport, comme une unité. Les entretiens ont néanmoins aussi permis d'identifier des différences fondamentales quant aux défis qui se posent, en matière de communication, dans chacun de ces domaines.

Conservation des monuments historiques

Le domaine de la conservation des monuments historiques a progressivement évolué d'un sujet politique, ardemment débattu à l'origine, vers un domaine d'expertise aujourd'hui perçu comme technique et élitiste. En tant que domaine majeur du patrimoine bénéficiant de la plus grande visibilité, il suscite dans un même temps les plus fortes réticences, auprès des professionnels comme du grand public. Les monuments historiques se trouvant essentiellement en mains de propriétaires privés, la question de l'usage concerne ce domaine davantage que les autres domaines du patrimoine.

Archéologie

Le domaine archéologique bénéficie d'une image positive auprès du grand public, en dépit du peu de visibilité qui lui est conféré, en comparaison avec le patrimoine bâti (monuments) ou d'autres objets culturels (musées), et en dépit de ses méthodes, qui sont considérées comme les plus scientifiques. Il s'agit du patrimoine qui a trouvé le meilleur accès à la scolarité. Son rayonnement est plutôt local et le domaine en position de retrait sur la scène politique. Les sites archéologiques n'ont en principe ni fréquentés, ni habités. Au vu des ressources dont il dispose, le domaine concentre l'essentiel de ses

² La liste des acteurs interviewés figure en annexe.

efforts sur l'inventorisation et la documentation des sites qui sont amenés à disparaître à travers les activités de la construction. L'état du financement du domaine est considéré comme préoccupant.

Protection des sites

Ce secteur est considéré comme le domaine le plus exposé au débat politique, en particulier dans le cadre de la discussion de l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS). Ses problématiques sont connexes avec celles de l'aménagement du territoire et du secteur de la construction, les sources de conflit sont conséquentes.

3. Défis actuels et futurs

De manière générale, les acteurs interviewés considèrent que le travail accompli par les services de la Confédération et des cantons dans les domaines de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits est de grande qualité. Les entretiens ont toutefois fait apparaître des défis considérables, qui pourraient nécessiter, à l'avenir, de profonds changements.

Les chantiers actuels

L'interrogation volontairement ouverte de la perception générale de la situation, notamment en termes de «préoccupations centrales» et de «principaux chantiers», a suscité de nombreuses réactions. Celles-ci ont largement dépassé le spectre d'opinions et de points de vue attendu. Par souci de clarté et de concision, ces appréciations de l'état de la situation sont redonnées ici par le biais de cinq ensembles qui regroupent la grande majorité des points de vue recueillis :

Polarisation

Les personnes interviewées perçoivent une polarisation croissante entre conservation du patrimoine d'une part et développement de l'environnement bâti (densification, énergie) de l'autre. La pesée des intérêts s'effectue aujourd'hui majoritairement au bénéfice de la prospérité économique et de l'innovation, par conséquent au détriment de stratégies de conservation. Si, pour la plupart des interviewés, il existe des voies de sortie de cette polarisation, les acteurs du patrimoine sont néanmoins globalement perçus comme étant en position de faiblesse, dans un débat qu'ils semblent ne pas vouloir mener.

Opacité

À cette posture défensive et de repli s'ajoute une structure et un mode de fonctionnement considérés comme complexes. L'institutionnalisation qui s'est accentuée au cours des dernières décennies a progressivement rendu le domaine opaque et peu lisible. Ce manque de clarté le rend difficile d'accès et peu enclin au développement d'une cohérence collective pérenne.

Fédéralisme

Le fédéralisme, qui joue un rôle décisif pour la structure de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites, est jugé à la fois problématique et bénéfique. D'une part, il fragmente les moyens, segmente la visibilité des résultats et fait obstacle à la vision d'ensemble; d'autre part, l'ancrage local/régional des acteurs est reconnu comme un paramètre clé du lien avec la population; en outre, le pluralisme à l'œuvre est en phase avec le mode de fonctionnement du citoyen suisse.

Manque de compréhension

Les savoirs sur les trois domaines du patrimoine et l'adhésion des publics à ses objets sont évoqués comme problème de fond latent qui prend actuellement de l'ampleur. La grande majorité des

personnes interviewées relève un manque général de compréhension de l'importance de protéger le patrimoine: la population se sent insuffisamment concernée et ne montre que peu d'intérêt pour ces domaines, dont les fonctions sont globalement peu connues. Que le patrimoine puisse être un moteur quotidien de la vie contemporaine en créant du lien social, de la citoyenneté et des cadres de vie de qualité est insuffisamment reconnu. Cette méconnaissance est fréquemment renvoyée à deux facteurs: d'une part le déficit, perçu comme flagrant, au niveau de la formation (scolarité primaire et secondaire, université, hautes écoles et formation professionnelle continue); d'autre part, l'absence de la jeunesse en tant que public clé du patrimoine.

Manque de communication

Dans ce contexte, la communication revêt, pour la très grande majorité des interviewés, un rôle de premier plan. Elle est considérée comme un levier essentiel, à la fois pour enrayer le déficit d'information de la population, clarifier la structure des domaines auprès de l'ensemble des parties prenantes et transmettre une vision d'avenir du patrimoine dans un contexte en pleine évolution. Ces trois objectifs de la communication traversent, de manière hétéroclite mais constante, la quasi-totalité des entretiens menés. Or les stratégies et méthodes actuellement déployées semblent inaptes à remplir ne serait-ce qu'un seul de ces objectifs. Outre la question, souvent évoquée, des moyens et de leur allocation, une réflexion de fond semble devoir être menée par rapport à l'hétérogénéité des cibles (jeunesse, professionnels, propriétaires, citoyens, médias, politiques), des contenus (objets, sites, ensembles, acteurs, savoir-faire, vision et fonctions du patrimoine) et des modalités (communiquer de manière autonome ou concertée). Pour la grande majorité des personnes interviewées, «communiquer» signifie éveiller de l'intérêt, faire connaître et expliquer – des démarches qui sont loin d'être intrinsèques aux personnes engagées dans le domaine du patrimoine, mais qui aujourd'hui sont devenues incontournables.

Les défis futurs

Impliquant l'exigence d'une réflexivité accrue par rapport aux pratiques actuelles, les défis futurs portent aussi bien sur le fonctionnement interne des domaines que sur les relations qu'il entretient avec son environnement.

Transparence, vision, engagement

L'augmentation de la transparence et la clarification des rôles des différents acteurs de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites sont considérées comme des impératifs, que ce soit pour garantir la vision d'ensemble – ou la vision tout court – ou pour soutenir l'engagement collectif.

Souplesse

Selon l'avis de plusieurs personnes interviewées, l'évolution du contexte à la fois démographique, culturel, économique et politique nécessite l'élaboration de structures et d'approches plus souples en termes d'organisation, lesquelles permettraient davantage de discernement dans l'application des règles, des normes et des standards, en particulier dans le domaine de la conservation des monuments historiques. Entre valeurs historiques et valeurs d'usage, de nouveaux équilibres sont réclamés.

Ouverture

Axé sur la question du rapport de la conservation du patrimoine à son environnement, l'autre défi majeur fréquemment évoqué est celui de son ouverture à la société contemporaine, dont la globalisation, les influences multiculturelles et la digitalisation, la transformation du rapport au territoire et à la mémoire représentent quelques mots clés. Il s'agit d'œuvrer à une perception plus positive et plus ouverte du travail effectué, d'expliquer la contribution du patrimoine au développement et de montrer que les deux valeurs «conservation et développement» ne sont pas antagonistes.

Dans cette même optique d'un décloisonnement nécessaire, plusieurs interviewés soulignent l'importance d'associer le public à la conservation du patrimoine, d'être à l'écoute de ses intérêts et de ses attentes – la question de fond étant celle de la réappropriation du patrimoine par le public. Pour certains acteurs interviewés, les avancées en termes de prise de conscience et d'intérêt suscité ne seront tangibles que si elles s'effectuent réciproquement: les publics ne témoigneront de l'intérêt pour le patrimoine que lorsque les acteurs du patrimoine se seront intéressés aux publics. Cela requiert un élargissement sensible du champ d'attention des acteurs, lequel est resté jusqu'à présent majoritairement centré sur le patrimoine, ses sites et ses objets. Dans cet effort, les nouvelles générations occupent une position particulière, dans la mesure où la question de leur accès au patrimoine demande vraisemblablement à être posée à nouveaux frais.

4. Le profil

Le profil d'une organisation se définit en tant qu'image de soi officiellement planifiée. Son but est de communiquer à des tiers les propriétés et les spécificités d'un organisme, par exemple sous la forme d'une Charte, d'un «mission statement», de matériel publicitaire ou de rapports annuels. Ici en l'occurrence, pour les besoins de l'analyse, le profil de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites a été reconstitué à partir d'énoncés issus de publications de l'OFC (site internet de l'Office, rapports annuels, communiqués de presse, brochures).³ On constate que ces énoncés sont essentiellement centrés sur les fonctions identitaires, économiques et testimoniales du patrimoine:

- «Sans ses monuments, la Suisse ne serait pas ce qu'elle est. Ils font partie de l'identité de ses habitants et caractérisent ses espaces publics et privés.»
- La conservation des monuments et paysages culturels profite au tourisme et à l'économie: «[c]'est sur eux que repose le succès qu'a toujours connu la Suisse comme destination touristique.»
- «Les monuments culturels font partie de l'histoire et (...) du présent. Ils confèrent à la Suisse son visage bien à elle et permettent à chacune et à chacun de s'identifier au lieu où elle et il vit.»
- «Les sites archéologiques, les monuments et sites construits historiques (...) sont des témoins historiques (...). Il convient d'en préserver, tant que faire se peut, l'intégrité et l'authenticité.»
- «L'OFC veille, au niveau fédéral, à ce que les enjeux liés à l'archéologie, à la conservation des monuments historiques et à la protection des sites construits soient adéquatement pris en compte.»
- «En collaboration avec les cantons, l'OFC soutient des mesures de préservation, d'acquisition, de recherche et de documentation des localités, des sites archéologiques et des monuments (...). [L'OFC] contribue ainsi au maintien de notre identité et à la diversité culturelle de notre pays.»

Ce profil a été soumis à l'appréciation des acteurs interviewés. Il est globalement perçu comme juste, mais partiel, à plusieurs titres:

L'usage

Le lien avec le présent de la population fait défaut. Le profil paraît distant du quotidien du public et relativement abstrait. Les notions d'«identité des habitants», de «témoins historiques», d'«intégrité» et d'«authenticité» ne font pas référence à l'idée, pourtant considérée comme centrale par un grand nombre d'interviewés, d'un usage possible du patrimoine par le public. La liberté de le vivre et de se l'approprier au quotidien, et par conséquent de créer des valeurs de lien et d'attachement, est

³ Actrice clé de la politique culturelle nationale et en dialogue constant avec l'ensemble des acteurs pertinents, la Confédération est considérée comme l'instance susceptible de produire le discours le plus représentatif. Les extraits ont été sélectionnés non seulement en vertu de leur contenu, mais aussi en raison de leur fréquence d'apparition.

absente. À cet aspect s'ajoute la tonalité presque cérémonielle des énoncés, laquelle vient renforcer non seulement l'impression d'un manque de proximité, mais aussi de plaisir possible aux objets du patrimoine.

La dynamique

Les énoncés ne font pas référence à la dynamique de l'évolution en cours. Cette absence éveille l'impression que le patrimoine représente un ensemble d'objets et de pratiques figé, clos sur lui-même, détaché de la société contemporaine et opposé à l'idée de progrès. Trop peu d'attention est accordée au fait que le patrimoine est lui-même sujet au changement et qu'il peut et doit sans cesse réaffirmer sa place dans un environnement dynamique.

La notion d'«identité»

Le profil lui confère une place prépondérante en assertant que le patrimoine joue un rôle important dans notre société, notamment parce qu'il «fait partie de l'identité des habitants». Or, la notion devrait être utilisée avec prudence, car elle tend à occulter les réalités complexes et évolutives. L'identité est souvent considérée comme un canon de valeurs statique, qui exclut les influences extérieures, alors qu'elle devrait être saisie au sens d'une ouverture possible. Par ailleurs, afin de rendre un tel profil moins abstrait et plus facile d'accès, il est suggéré d'expliquer «pourquoi» le patrimoine est important pour l'identité, en particulier dans le contexte de développement actuel.

5. La réputation

Le patrimoine bâti et archéologique est sous pression. Au sein du grand public, les institutions qui se préoccupent de la sauvegarde des structures et édifices historiques sont souvent perçues comme faisant obstacle à une modernité assumée et à la réalisation de grands projets ambitieux. Les articles et reportages publiés ou diffusés dans les médias et l'état d'esprit qui domine dans les milieux politiques renforcent encore ces préjugés déjà très répandus.

La conservation des monuments historiques, l'archéologie et la protection des sites dans les médias

L'analyse de 977 articles ou reportages publiés ou diffusés entre 2010 et 2015⁴ montre que la thématique est peu présente dans les médias. Les commentaires ne sont pas réflexifs, mais se limitent à rendre compte d'événements spécifiques comme l'attribution du Prix Wakker ou les arrêts rendus par le Tribunal fédéral. Il arrive que ces événements rencontrent un écho positif, mais ils ne suscitent pas de débat public approfondi.

Du point de vue de leur ton, les articles et reportages en question sont équilibrés : les sujets liés à la conservation des monuments historiques, à l'archéologie et à la protection des sites sont en général présentés de façon neutre ou selon les règles du journalisme contradictoire. Les commentaires résolument positifs ou négatifs constituent des exceptions. Ce sont là des conditions favorables pour un travail médiatique efficace : la communication active des services et organisations spécialisés exerce – même si c'est à un faible niveau – une influence positive sur les comptes rendus journalistiques, surtout lorsque ceux-ci portent sur des manifestations ou des publications.

Une comparaison sur le long terme révèle que, depuis 2013, l'adhésion aux enjeux patrimoniaux dans les médias a connu une baisse légère, mais continue. En 2015, la plupart des articles ou reportages consacrés à la conservation des monuments historiques, à l'archéologie et à la protection des sites l'ont été en lien avec des procédures juridiques telles qu'oppositions, procès ou recours. Par rapport à

⁴ Ont été passés en revue les titres et émissions suivants : *Blick*, *Le Matin*, *Le Temps*, *NZZ*, *Tages Anzeiger*, *20 Minuten*, *Tagesschau*, *Rendez-vous am Mittag* et *Le Journal*.

d'autres thématiques, ce sont, dans ce domaine, les commentaires contradictoires ou négatifs qui dominent.

La plupart des articles ou reportages analysés portent sur des problématiques locales ou régionales. À cet égard, on observe que, plus l'événement en question est local (donc concret), plus les commentaires sont négatifs (parce que plus émotionnels). C'est au niveau national que les médias parlent de la façon la plus positive de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites.

L'importance des enjeux patrimoniaux pour la population

Comme l'ont montré deux enquêtes représentatives de l'Office fédéral de la culture, la population reconnaît, sur le fond, que le patrimoine bâti et archéologique est important. Le niveau d'information et l'engagement des personnes interrogées restent toutefois assez faibles. Aux yeux de la majorité des participants, les tâches liées à la protection des monuments et des sites sont clairement du ressort de l'État⁵. Ces résultats ont été confirmés par la plupart des personnes interviewées dans le cadre de la présente étude, même si beaucoup d'entre elles ont admis avoir de la peine à cerner l'attitude de la population. Toutes s'accordent cependant sur le fait que le décalage observé dans le Message culture est bien réel : la population porte un jugement positif sur les résultats obtenus dans les domaines des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits, mais elle perçoit plutôt négativement les mesures de conservation et de protection nécessaires. D'importants efforts en matière de stratégie et de communication seront donc requis pour combler le fossé entre le travail accompli et l'acceptation des mesures correspondantes. Les entretiens ont en outre fait ressortir les aspects suivants :

Les « icônes » : des épées à double tranchant

Les réalisations phares, les icônes, et les bâtiments historiques dont la valeur est incontestée font découvrir de façon positive le patrimoine au grand public. Ils ont toutefois tendance à occulter ce qui est ordinaire, évident, peu spectaculaire.

Une nouvelle conception du rôle de l'État

Aux yeux de la population, c'est à l'État qu'il appartient de s'occuper du patrimoine culturel. La manière dont celui-ci doit rendre compte de son activité a changé au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, les autorités doivent expliquer de façon beaucoup plus claire et transparente pourquoi elles font quoi, et qui en retire quel bénéfice. Or elles n'y parviennent pas toujours, ce qui peut agacer la population.

Ancrage local

Le besoin de repères et l'attachement à tout ce qui contribue au sentiment d'être chez soi (désigné en allemand par la notion de « Heimat ») conduisent, chez une partie de la population, à une attitude bienveillante à l'égard du patrimoine culturel. Cette attitude est particulièrement palpable lorsqu'il s'agit du cadre de vie proche et que les initiatives en matière de protection du patrimoine émanent d'acteurs locaux. Selon les personnes interviewées, les mesures de conservation et de protection sont d'autant mieux acceptées que les constructions et sites archéologiques concernés sont géographiquement proches et que leur histoire est connue.

Intérêt des décideurs politiques pour la thématique

Parmi les personnes interviewées, peu estiment que les décideurs politiques adhèrent à la cause du patrimoine bâti et archéologique. Selon la moitié d'entre elles, la thématique est mal, voire très mal

⁵ Enquête sur l'importance du patrimoine en Suisse, réalisée pour l'OFC par M.I.S. Trend, 2014 ; Enquête sur « Heimat » – identité – monument historique, réalisée pour l'OFC par Link Institut, 2015.

considérée au sein des milieux politiques. Comme il n'existe plus d'engagement général et durable en faveur du patrimoine au sein de la population, pareil engagement ne se retrouve pas non plus au sein du système politique ni chez ses représentants. Ce n'est pas au moment d'endosser un mandat politique que l'on développe une sensibilité pour le patrimoine, mais bien avant.

6. Impliquer plutôt que sensibiliser

Parmi les personnes interviewées, beaucoup relèvent l'existence d'un déficit d'information au sein de la population – déficit qu'elles considèrent comme la cause de la compréhension selon elles insuffisante du public à l'égard de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits. En matière d'information, on observe une forte asymétrie entre les milieux spécialisés et le grand public. Le discours professionnel est souvent en contradiction avec la perception de la population, qui n'est souvent pas en mesure de comprendre les arguments avancés en faveur de la mise sous protection d'immeubles ou de sites archéologiques. Le langage des services fédéraux et cantonaux est parfois perçu comme trop scientifique et mal adapté à ses destinataires.

Pour une communication dans les deux sens

La communication des services compétents – qui pourrait contribuer à combler le fossé entre monde professionnel et grand public – se révèle hétérogène. Dans certains cantons, elle est, par manque de ressources, inexistante. Dans d'autres, les moyens et canaux de communication existants n'ont jamais été étendus aux nouveaux médias, ou alors ces derniers ne sont utilisés qu'avec beaucoup de timidité. Souvent, on se contente de recourir aux médias imprimés et d'organiser des visites guidées. Pourtant, nombre de personnes interviewées ont manifesté le désir d'utiliser les nouveaux médias et de sortir de cette attitude restrictive. Tout le monde s'accorde sur le fait que les conservateurs des monuments historiques et les archéologues devraient aussi avoir pour ambition de communiquer leurs préoccupations de façon compréhensible et de les illustrer par des exemples concrets.

La nécessité se fait sentir de créer canaux de communication qui permettent aux informations de circuler dans les deux sens. L'époque où l'État se donnait pour mission d'éduquer ses citoyens pour qu'ils pensent « correctement » est révolue. Dans une démocratie moderne, la raison d'être de l'action publique doit émaner de la population. Dans ce sens, la notion de « sensibilisation » doit être maniée avec prudence. Au lieu de « sensibiliser » à des problématiques supposément importantes, il convient de chercher le dialogue et d'inviter à la participation. Au lieu de communiquer à sens unique, il s'agit d'imaginer des modalités de rencontre novatrices, qui répondent aux attentes du public et permettent différentes formes d'interaction. Une telle « sensibilisation réciproque » profiterait autant aux services compétents qu'à la population.

À partir du moment où le public a la possibilité de comprendre les processus et d'en faire une expérience directe, les bases nécessaires à une réflexion plus approfondie sur la thématique sont jetées, et la voie frayée pour un engagement plus large. Aujourd'hui, l'implication active de la population reste un phénomène assez marginal, qui se limite souvent aux activités bénévoles. Ici survient d'ailleurs une autre difficulté : par manque de ressources, les volontaires sont insuffisamment soutenus, et le travail bénévole n'est pas assez encouragé. Il arrive même que, par manque de temps, il ne soit même pas dûment rendu hommage aux efforts accomplis. Les acteurs interviewés s'accordent pourtant sur le fait que la sauvegarde du patrimoine bâti et archéologique est aussi l'affaire de la société civile.

Le rôle de la Confédération

Au niveau national, les personnes interviewées estiment qu'il manque une stratégie de communication cohérente. À leurs yeux, la Confédération devrait, surtout, montrer plus d'initiative. En définissant le contenu et les critères d'un travail de communication fécond, elle pourrait créer un cadre de référence et rationaliser les efforts fournis dans ce domaine par les différents acteurs concernés. Des prises de position, recommandations et offres de formation adaptées pourraient renforcer le travail des services compétents, qui, par manque de ressources humaines et financières, communiquent souvent de façon peu efficace. En faisant preuve de plus de leadership et en prenant des mesures de portée générale, la Confédération pourrait poser les jalons d'un changement. Il est par ailleurs jugé souhaitable que la Confédération investisse davantage dans la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre le processus de « déshistorisation » à l'œuvre dans les écoles, les sciences et la société.

Écoles et hautes écoles

Dans le domaine de la formation, il est fait état, en matière de patrimoine bâti, d'un déficit massif. De l'avis des personnes interviewées, l'environnement construit, en tant que déterminant de la vie économique et sociale et du bien-être de la population, n'est pratiquement jamais appréhendé dans sa dimension historique, à aucun niveau de formation. Si une réflexion sur ces questions était engagée assez tôt et poursuivie sur la durée, cela pourrait créer les conditions d'une approche avisée du patrimoine architectural et archéologique. Les écoles, hautes écoles et institutions de formation professionnelle devraient davantage s'intéresser à la thématique.

Bons exemples

Il existe de bons exemples d'implication de la population dans la thématique du patrimoine bâti et archéologique. Ici comme dans d'autres domaines, c'est à l'échelle locale et régionale que la participation se révèle la plus forte. Cette dernière peut aussi être suscitée par des événements suprarégionaux, pour autant qu'ils permettent et favorisent les manifestations locales. Il en va de même des institutions ou initiatives d'envergure nationale, si le « chapeau » national permet de multiples ancrages locaux ou régionaux.

En Suisse, le Sentier des légionnaires de Vindonissa, les Journées européennes du patrimoine, les Journées fouilles ouvertes, les activités relevant de l'archéologie expérimentale, l'offre didactique du Wauwilermoos, l'entretien des chemins de randonnée et les Voies de communication historiques sont cités comme autant d'exemples concluants.

Plusieurs interlocuteurs mentionnent par ailleurs, à titre de bon exemple de participation à l'étranger, le National Trust britannique, qui repose sur un mouvement bénévole et l'ouverture de la population à ce type d'engagement. Le patrimoine culturel jouit ici d'une promotion professionnelle, et les bénévoles – la plupart du temps des retraités, mais aussi des enfants – sont très impliqués. En Suède, l'État montre l'exemple en respectant les traditions constructives lorsqu'il rénove ses propres immeubles, ses projets étant dès lors très bien acceptés par la population. Quant à la Landmarks Preservation Commission de New York, elle parvient, à travers ses auditions et séances publiques, à susciter l'intérêt et l'engagement de la population.

7. Synthèse

De manière générale, le travail fourni par les services de la Confédération et des cantons est considéré comme bon, et l'ancrage de la thématique du patrimoine dans le quotidien de la population est jugé suffisant à fort. Cette appréciation globale est cependant relativisée par l'observation selon laquelle la finalité de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits est méconnue du public.

Au plan des préoccupations actuelles exprimées par les acteurs interviewés, il existe un important clivage entre conservation du patrimoine d'une part et développement territorial de l'autre. Pour la majorité des personnes interviewées, la conciliation de ces deux logiques représente la difficulté majeure que le champ du patrimoine doit parvenir à résoudre.

L'opacité des trois domaines du patrimoine crée un effet de barrière pour des tiers et favorise la logique des intérêts particuliers à l'interne. Le sujet de préoccupation majeur est le détachement croissant de la population par rapport aux objectifs de la protection du patrimoine. Dans l'ensemble, les domaines concernés n'apparaissent pas armés pour communiquer.

En ce qui concerne les défis futurs, l'augmentation de la transparence, l'élaboration d'une vision commune et le développement de l'engagement collectif sont perçues comme défis majeurs. L'ouverture aux mutations d'un environnement en pleine évolution et l'ouverture à la population sont perçues comme tout autant décisives pour la réussite et la pérennité des domaines.

Font actuellement défaut des mesures de portée générale qui aideraient à communiquer sur la thématique de façon plus ouverte et peut-être plus assurée, dans le sens d'un consensus national. Il s'agirait aussi d'apporter certaines corrections au profil actuel, qui présente manifestement des lacunes et déficits en termes de contenu. Cela concerne d'une part la nécessité d'accorder, dans une perspective stratégique, une attention accrue aux besoins de la population et, d'autre part, celle de thématiser davantage les enjeux du développement territorial et social.

Pour parvenir à surmonter le clivage susmentionné, on ne saurait se contenter de diffuser des connaissances de base et de présenter des projets réussis. Il faut une communication dans les deux sens, qui fasse aussi preuve d'une certaine ouverture aux changements. Si l'on parvient à mieux impliquer la population dans le travail de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites construits, on sera en mesure de jeter les bases d'une meilleure compréhension et d'un engagement accru de la part du public. Parce que l'intérêt des gens pour les questions liées au patrimoine bâti et archéologique se manifeste surtout dans leur environnement proche et familier, les acteurs locaux jouent un rôle important au niveau du travail de communication. Les services locaux ne disposent toutefois souvent pas des ressources et compétences nécessaires pour induire un changement dans leur manière de communiquer. À cet égard, des impulsions émanant de la Confédération pourraient se révéler très bénéfiques.

8. Perspectives

Sur la base des constats précédemment dressés seront examinés de façon approfondie, en vue de la stratégie de communication de la Confédération, les quatre axes d'action suivants :

Créer des structures claires et transparentes

La stratégie en question devra jeter les bases nécessaires pour faire connaître de façon intelligible les tâches et modalités de fonctionnement de l'archéologie, de la conservation des monuments historiques et de la protection des sites construits.

Améliorer la relation avec la population

On examinera comment la relation entre la population et les personnes chargées de la sauvegarde du patrimoine bâti et archéologique ainsi que leurs échanges réciproques pourraient être améliorés.

Renforcer la participation démocratique

On examinera par quels moyens promouvoir l'implication de la population dans les questions liées au patrimoine bâti et archéologique, dans le sens d'une véritable participation.

Renforcer les réseaux et promouvoir les échanges

On évaluera dans quelle mesure la communication interne et la collaboration entre les services de la Confédération et des cantons peuvent être améliorées, et si une vision partagée leur permettrait de renforcer leur visibilité.

Annexe : Liste des acteurs interviewés

Simonetta Biaggio, canton du Tessin
Adriano Boschetti, canton de Bern
Herbert Bühl, Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage CFNP
Lukas Bühlmann, Association suisse pour l'aménagement du territoire VLP-ASPAN
Jacques Bujard, canton de Neuchâtel
Barbara Buser, Denkstatt sàrl
Roman Cathomas, UNESCO patrimoine mondial RhB
Nott Caviezel, Commission fédérale des monuments historiques CFMH
Beat Eberschweiler, canton de Zurich
Claire Epiney, Association valaisanne d'archéologie AVA-WAG
Robert Fellner, canton du Jura
Giorgio Giani, Hauseigentümergeverband HEV Zürich
Hans-Ulrich Glarner, canton de Berne
Martin Heller, Heller Enterprises
Stefan Holzer, ETH Zurich
Carola Jäggi, Université de Zurich
Cordula Kessler, Centre national d'information sur le patrimoine culturel NIKE
Dave Lüthi, Université de Lausanne
Jürg Manser, canton de Lucerne
Oliver Martin, Office fédéral de la culture OFC
Simona Martinoli, Università della Svizzera italiana
Nicolas Mathieu, Commission suisse pour l'UNESCO
Nina Mekacher, Office fédéral de la culture OFC
Markus Mettler, Halter AG
Sabine Nemeč-Piguet, canton de Genève
Tiziano Pelli, Suisse Tourisme
Katrín Rieder, Année du jardin 2016
Adrian Schmid, Patrimoine Suisse
Dieter Schnell, FH Burgdorf
Daniel Schneller, canton de Bâle-Ville
Paul Schneeberger, Neue Zürcher Zeitung NZZ
Claudia Schwalfenberg, Société suisse des ingénieurs et des architectes SIA
Maria Sciavarello, Swiss Prime Fondation de placement
David Vuillaume, AMS/ICOM
Anne Weibel, Office fédéral de la culture OFC